

18-2024 5ALENV
Caisse n° 041600
85757470

PARIS, le 29 avril 2024

DOCUMENTS A ENVOYER A :
ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS
SERVICE CREDITS ABEI
17 rue des Loges
35135 CHANTEPIE

Monsieur Aurélien JOUBERT
SPL AGENCE REGIONALE DE L'AMENAGEMENT
ET DE LA CONSTRUCTION
55 AVENUE LOUIS BREGUET
31400 TOULOUSE

Nos coordonnées :

Ligne directe : 01 71 13 31 34
Mel : credits.institutionnel.abei@arkea.com

A l'attention de : Monsieur Aurélien JOUBERT

Objet : Contrat de prêt CIGF - CITE GESTION FIXE d'un montant de 342 000,00 € émis le 29/04/2024 ayant pour objet le financement suivant : Financement complémentaire du partenariat Cinéma Lannemezan
N° identifiant : 85757470

Monsieur Aurélien JOUBERT,

Vous avez consulté ARKEA BANQUE E&I pour le financement décrit en objet et nous vous en remercions. Nous avons le plaisir de vous informer que ARKEA BANQUE E&I a donné un accord sur ce crédit à hauteur de 342 000,00 € et, nous vous le transmettons en trois exemplaires.

Nous vous remercions de bien vouloir nous faire retour des documents suivants à l'adresse visée en en-tête de ce courrier :

- un exemplaire du contrat de prêt **paraphé et signé** par un représentant habilité de l'Emprunteur et du Garant
- la **délibération** de l'organe compétent de l'Emprunteur pour décider du présent contrat, **exécutoire** à la date de signature du contrat par le représentant dûment habilité accompagnée, le cas échéant, des **délégations de pouvoirs et/ou de signature**.
- la **délibération** de l'organe compétent du Garant pour décider de garantir le présent contrat, **exécutoire** à la date de signature du contrat par le représentant dûment habilité accompagnée, le cas échéant, des **délégations de pouvoirs et/ou de signature**.

Par ailleurs, nous vous remercions de bien vouloir approvisionner votre compte ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS ouvert dans les livres du centre d'affaires de PARIS (IBAN FR76 1882 9754 1608 5757 4704 169) afin que nous puissions procéder au prélèvement de **la commission d'engagement** d'un montant de 750,00 €.

Restant à votre disposition pour toute précision complémentaire, nous vous prions de croire, en l'assurance de notre considération distinguée.

ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS



18-2024 5AOPR2
Caisse n° 041600
85757470

doc 1 . page 1/11

**Emprunteur : SPL AGENCE REGIONALE DE L'AMENAGEMENT ET DE LA
CONSTRUCTION (31)**

SIREN : 533969457
N° identifiant : 85757470

Contrat : « CIGF - CITE GESTION FIXE »

Numéro de prêt : DD23190091

Date d'émission : 29/04/2024
**Objet : Financement complémentaire du partenariat
Cinéma Lannemezan**
Montant : 342 000,00 €
Durée : 240 mois
**Date limite de
déblocage : 30/06/2024**

041600 85757470 DD23190090
4017 9759 5708 5761 8943 85



N° Projet : DD23190090 - N° prêt : DD23190091 - Date d'émission : 29/04/2024

CONTRAT DE PRET
« CIGF - CITE GESTION FIXE »

ENTRE LES SOUSSIGNES

SPL AGENCE REGIONALE DE L'AMENAGEMENT ET DE LA CONSTRUCTION, SA A CONSEIL ADMINISTRATION,
SA A CONSEIL D ADM. (S.A.I), sise au 55 AVENUE LOUIS BREGUET 31400 TOULOUSE

Représenté(e) par Aurélien JOUBERT dûment habilité(e) à cet effet,
Dénommé(e) ci-après "L'EMPRUNTEUR",

DE PREMIERE PART,

ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS, société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont
le siège social est situé 1 allée Louis Lichou, 29480 Le Relecq-Kerhuon, immatriculée sous le numéro 378 398 911 RCS
Brest

Représentée par ADDE STEVEN dûment habilité(e) à cet effet, dénommée ci-après "Le PRETEUR" ou "La BANQUE"
ou "ARKEA BANQUE E&I",

DE SECONDE PART,

IL A ETE EXPOSE, CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

L'EMPRUNTEUR reconnaît que le PRETEUR lui accorde un prêt **CIGF - CITE GESTION FIXE** aux conditions
particulières suivantes :

ARTICLE A : CARACTERISTIQUES DU PRET

- Objet** : Financement complémentaire du partenariat Cinéma Lannemezan
- Montant** : 342 000,00 € (trois cent quarante deux mille euros et zéro centime)
- Durée** : 240 mois
- Taux d'intérêt fixe trimestriel** : 4,5300%
- Base de calcul des intérêts** : conformément aux Conditions Générales.

Commission d'engagement :

L'EMPRUNTEUR paiera au PRETEUR une somme d'un montant de 750,00 € (sept cent cinquante Euros et zéro centime). Cette somme est due à la date de signature du contrat de prêt et restera définitivement acquise au PRETEUR.

Taux effectif global (TEG) :

Selon les caractéristiques du contrat de prêt, le Taux Effectif Global (TEG) ne peut être donné qu'à titre indicatif selon l'hypothèse suivante : le TEG est calculé sur la base d'une utilisation totale du crédit à la date des présentes conformément à l'ensemble des caractéristiques du prêt. En date du 29/04/2024 et compte tenu des divers frais, le TEG ressort à 4.5557 % l'an, soit un taux de période de 1.1389 %.

Paraphes :

N° Projet : DD23190090 - N° prêt : DD23190091 - Date d'émission : 29/04/2024 **Date limite de déblocage :**

Les fonds pourront être débloqués à tout moment et au plus tard le 30/06/2024, à la demande de l'EMPRUNTEUR au moyen de l'Annexe prévue à cet effet. Le déblocage sera réalisé un jour ouvré et à l'exclusion des 24 et 31 décembre.

 Versement automatique des fonds :

A la date limite de déblocage, sous réserve de la levée des conditions suspensives, les fonds non débloqués seront versés sur le compte ouvert au nom de l'EMPRUNTEUR dans les livres de ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS auprès de son centre d'affaires de PARIS, ce que l'EMPRUNTEUR accepte expressément.

IBAN

FR76 1882 9754 1608 5757 4704 169

BIC CMBRFR2BCME

Si la date limite de déblocage n'est pas un jour ouvré ou est le 24 ou le 31 décembre, le versement automatique des fonds s'effectuera le premier jour ouvré précédent.

Les conditions de l'amortissement de ces fonds sont définies dans l'article B ci-après.

 Prélèvement des sommes dues : sur le compte ouvert au nom de l'EMPRUNTEUR dans les livres de ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS auprès de son centre d'affaires de PARIS, ce que l'EMPRUNTEUR accepte expressément.

IBAN

FR76 1882 9754 1608 5757 4704 169

 Garantie(s) :**GARANTIES PRISES SOUS SEING PRIVE****CAUTIONNEMENT PERSONNEL SOLIDAIRE****Cette garantie est prise par acte séparé**

Caution personnelle et solidaire de COMMUNE DE LANNEMEZAN dont le siège social est sis à 1 PLACE DE LA REPUBLIQUE 65300 LANNEMEZAN et immatriculée sous le 21650258300018 , en garantie du crédit suivant :

N° DD23190091

, à hauteur de 171000,00 euros pour une durée de 240 mois

 Engagements particuliers :**Caution solidaire : conditions suspensives au versement des fonds**

Production au PRÊTEUR huit jours ouvrés avant la date du versement des fonds souhaitée et au plus tard le 20/06/2024

:

- de la délibération de l'organe compétent pour décider de garantir le présent contrat, exécutoire à la date de signature du contrat par le représentant dûment habilité du GARANT.

Caution solidaire : garanties collectivités territoriales

- A la sûreté et garantie du parfait et complet paiement de toutes sommes dues au titre du prêt objet des présentes, il est conféré au PRETEUR caution solidaire de la COMMUNE DE LANNEMEZAN à hauteur de 50% du montant financé, soit la somme de 171000 (Cent soixante et onze mille) Euros en capital et outre les intérêts et toutes autres sommes dues au titre du prêt.

La caution renonce au bénéfice de discussion mais elle ne renonce pas au bénéfice de division. A ce titre, la caution n'est engagée qu'à hauteur de sa quotité visée ci-avant.

ARTICLE B : CARACTERISTIQUES DE L'AMORTISSEMENT

A la date limite de déblocage, la mise en place de l'amortissement s'effectuera selon les conditions suivantes conformément à l'article A.

Paraphes :

N° Projet : DD23190090 - N° prêt : DD23190091 - Date d'émission : 29/04/2024

Cette mise en place automatique interviendra le jour de la date limite de déblocage. Si la date limite de déblocage n'est pas un jour ouvré ou est le 24 ou le 31 décembre, la mise en place de l'amortissement s'effectuera le premier jour ouvré précédent.

- Type d'amortissement** : Amortissement progressif selon un tableau d'amortissement en échéances constantes calculées au taux du prêt lors de sa mise en place par le prêteur.
- Périodicité des remboursements** : trimestrielle
- Calcul des intérêts** :
Le calcul se fera conformément aux Conditions Générales du contrat.

ARTICLE C : CONDITIONS GENERALES

Les Conditions Générales s'appliquant au présent prêt sont précisées ci-après, sous la référence PPI.CIGF.07.2022.CPVEE. L'EMPRUNTEUR déclare les accepter sans réserve, après en avoir pris connaissance et reçu un exemplaire.

ARTICLE D : ANNEXES

Les présentes Conditions Particulières sont complétées par les Conditions Générales visées en Article C ci-avant, ainsi que par les diverses Annexes.

De convention expresse valant convention sur la preuve, dans l'hypothèse où les présentes sont signées électroniquement par le biais du service DocuSign, chacune des Parties s'accordant pour reconnaître à cette signature électronique la même valeur que sa signature manuscrite conformément aux articles 1366 et 1367 du Code civil et pour conférer date certaine à celle ainsi attribuée à sa signature par le service DocuSign. Par dérogation aux dispositions de l'article 1375 alinéa 1er du même Code, l'établissement d'un original par Partie n'est pas requis par les Parties à titre de preuve des engagements pris par chaque Partie aux termes des présentes. Chacune des Parties reconnaît que la solution de signature électronique offerte par DocuSign France correspond à un degré suffisant de fiabilité pour identifier les signataires et pour garantir le lien entre chaque signature et les présentes. Les Parties s'engagent en conséquence à ne pas contester la recevabilité, l'opposabilité ou la force probante des présentes signées sous forme électronique.

Fait en trois exemplaires, dont un destiné au PRETEUR

PARIS, le 29/04/2024
Pour le PRETEUR :
ADDE STEVEN

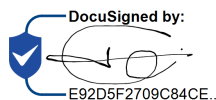
L'EMPRUNTEUR :

représenté par M Aurélien JOUBERT
en qualité de Directeur Général

A MONTPELLIER le / / 29-04-2024

Cachet, signature, précédée de « Lu et Approuvé » :

lu et approuvé



Date de la délibération donnant pouvoirs au signataire : 19/12/2022

Paraphes :

N° Projet : DD23190090 - N° prêt : DD23190091 - Date d'émission : 29/04/2024

**CONDITIONS GÉNÉRALES
DES PRETS AUX
INSTITUTIONNELS ET
COLLECTIVITES
TERRITORIALES**

- Ref.PMLT COLLOC/INSTIT – 09-2023 -

Les présentes Conditions Générales trouveront à s'appliquer dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux Conditions Particulières qu'elles complètent.

Article 1 - DEFINITIONS

Pour les besoins du Contrat :

« **Compte Destinataire** » désigne, selon le cas :

- i) Le compte ouvert au nom de l'Emprunteur auprès du Trésor Public ; ou
- ii) Le compte courant ouvert au nom de l'Emprunteur dans les livres du Prêteur ;

sur lequel est domicilié le Concours.

« **Concours** » désigne le(s) prêt(s)/crédit(s) accordé(s) à l'Emprunteur par le Prêteur au terme du Contrat, et dont les caractéristiques financières sont énoncées aux Conditions Particulières.

« **Contrat** » désigne le présent contrat constitué des Conditions Particulières et Conditions Générales, ainsi que, le cas échéant, ses annexes et ses avenants éventuels qui en font et en feront partie intégrante.

« **Date d'Edition** » désigne la date de signature des présentes par le Prêteur.

« **Date de Départ Théorique** » désigne la date de première échéance du Concours moins une (1) période (intervalle séparant deux échéances).

« **Emprunteur** » désigne l'emprunteur tel que défini aux Conditions Particulières (ainsi que tout ayant droit qui viendrait aux droits et actions de l'Emprunteur, à quelque titre que ce soit par suite notamment d'une transmission universelle de patrimoine préalablement acceptée par le Prêteur).

« **ESTER** » désigne, à une date considérée, le taux Euro Short-Term Rate des opérations interbancaires en Euros au jour le jour, exprimé en taux annuel, et publié par la Banque Centrale Européenne le Jour Ouvré Target suivant à huit heures (heure de Bruxelles) sur l'écran concerné de Bloomberg ; en cas de modification affectant l'organisme le publiant ou les modalités de publication ou la méthodologie de calcul, le taux issu de cette modification s'appliquera de plein droit ;

« **EURIBOR** » (*Euro Inter-Bank Offered Rate*) désigne le taux interbancaire en euros, administré par le *European Money Markets Institute (EMMI)* et publié aux environs de 11 heures (heure de Bruxelles) chaque jour ouvré sur l'écran Thomson Reuters page EURIBOR 01 (ou toute autre page qui lui serait substituée), pour une durée similaire à celle de toute Période d'Intérêts applicable au Concours conformément aux stipulations du Contrat.

« **Index de Référence** » désigne l'ESTER ou l'EURIBOR correspondant à la durée d'une Période d'Intérêts considérée sur la base duquel est indexé un taux d'intérêts variable (ou tout indice leur étant substitué).

« **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

« **Jour Ouvré** » désigne un jour ouvré cumulativement dans le calendrier de la République française, dans le calendrier TARGET et du Trésor Public.

« **Parties** » désigne ensemble le Prêteur et l'Emprunteur (et « **Partie** » désigne l'une quelconque des Parties).

« **Prêteur** » désigne le prêteur tel que défini aux Conditions Particulières, ainsi que tout établissement de crédit ou toute personne habilitée venant aux droits et obligations du Prêteur, à quelque titre que ce soit.

« **T4M** » ou « **taux moyen mensuel** » désigne la moyenne arithmétique des taux journaliers ESTER publié par l'Association Française des Banques.

« **T13M** » désigne la moyenne mensuelle des EURIBOR 3 MOIS du mois en cours.

Article 2 - CONTRAT DE PRET

La présente offre de prêt accordée par le Prêteur à l'Emprunteur est consentie aux conditions prévues aux Conditions Particulières et aux Conditions Générales. Elle deviendra parfaite et constituera le Contrat de prêt à la condition que l'Emprunteur retourne, dans un délai maximum de un (1) mois à compter de Date d'Edition, l'original dûment signé par une personne habilitée et, si nécessaire, accompagné, le cas échéant, de la délibération exécutoire aux termes de laquelle l'Emprunteur est autorisé à contracter le Concours. Passé ce délai, et sauf délai supplémentaire accordé par le Prêteur, la présente offre se trouvera résiliée de plein droit et sans mise en demeure préalable du Prêteur.

Si le Concours consiste en un PLI, PLS ou PSLA (tel que défini à l'article 9 ci-après), l'Emprunteur s'engage, en son nom et celui de ses éventuels ayants-causes, à soumettre les opérations financées au contrôle de la Mission Interministérielle d'Inspection du Logement Social (MILOS).

Article 3 - MISE A DISPOSITION DES FONDS

Sauf stipulation contraire prévue aux Conditions Particulières, l'Emprunteur aura la faculté de demander au Prêteur la mise à disposition du Concours, en une ou plusieurs fois (minimum : 100.000€), dans un délai maximum de deux (2) mois suivant la Date d'Edition (la « **Période de Tirage** ») et sous réserve de la levée de toutes conditions suspensives. Passé ce délai, le Prêteur pourra réduire le montant du Concours à la somme effectivement utilisée.

A la fin de la Période de Tirage (ou à la date de complet déblocage du Concours si celle-ci intervient avant la fin de la Période de Tirage), un tableau d'amortissement définitif sera transmis à l'Emprunteur.

Les fonds seront versés :

- déduction faite du montant de la commission d'engagement qui sera définitivement acquise au Prêteur ;
- par virement V.S.O.T (Virement Spécifique Orienté Trésorerie), virement parvenant à J sur le Compte Destinataire sous réserve que la demande de mise à disposition parvienne au Prêteur au plus tard à 10h00 le Jour Ouvré considéré).

L'Emprunteur sera tenu de justifier auprès du Prêteur, à première demande de ce dernier, de l'utilisation des fonds prêtés. Le Prêteur ne pourra encourir aucune responsabilité relative à l'emploi des fonds.

Article 4 - INTERETS

Les intérêts commenceront à courir à compter du jour du versement des fonds.

Le calcul des intérêts se fait en méthode équivalente. Si un Index de Référence devient inférieur à zéro (0), il sera réputé égal à zéro (0).

Les intérêts intercalaires sont calculés, sur la partie du Concours mis à disposition de l'Emprunteur, en fonction du nombre exact de jours écoulés rapporté à une année de 365 jours.

- a) Si le jour de déblocage est antérieur ou égal à la Date de Départ Théorique, des intérêts intercalaires, calculés de la même manière jusqu'à la Date de Départ Théorique incluse, seront dus et exigibles à la date de première échéance du Concours.
- b) Si le jour de déblocage est postérieur à la Date de Départ Théorique, les intérêts de la première échéance seront dus et calculés selon le même mode de calcul que les intérêts intercalaires, c'est-à-dire prorata temporis sur la base du nombre exact de jours écoulés rapporté à une année de 365 jours jusqu'à la date de la première échéance incluse.
- c) Les intérêts d'une échéance entière seront dus et calculés sur le capital restant dû, en base forfaitaire, c'est-à-dire sur la base de mois de 30 jours rapportés à une année de 360 jours.
- d) Par dérogation aux points (a) à (c) du présent article, hors PLS, PLI et PLSA, dès lors que l'Index de Référence est l'EURIBOR, les intérêts seront dû et calculés sur le capital restant dû, en fonction du nombre exact de jours écoulés, de la date

Paraphes :

N° Projet : DD23190090 - N° prêt : DD23190091 - Date d'émission : 29/04/2024

d'échéance précédente exclue (ou de la date de mise à disposition des fonds exclues, s'agissant de la première échéance) à la date d'échéance appelée incluse, rapportés à une année de 360 jours.

- e) Les intérêts sont perçus à terme échu.

Article 5 - DISPARITION OU MODIFICATION D'UN INDEX DE REFERENCE

Si un Index de Référence vient pour une raison quelconque à ne plus être calculé ou publié, ou encore si ses modalités de calcul viennent à être modifiées, le taux qui lui serait substitué s'appliquera de plein droit et servira de référence pour la variation du taux d'intérêts.

A défaut de taux substitutif, les Parties s'engagent à appliquer, parmi les références disponibles, celle qui paraîtra le mieux respecter l'équilibre financier initialement convenu. A défaut d'accord au moins tacite sur ce point, le choix sera confié à un expert désigné soit par les Parties soit, si elles ne peuvent s'entendre sur sa désignation, par le Président du Tribunal du siège social du Prêteur statuant en référé. Les frais d'expertise seront dans ce cas partagés par moitié entre le Prêteur et l'Emprunteur.

Dans l'hypothèse où le taux d'intérêts du Concours est indexé sur le taux du Livret A :

- outre la marge indiquée aux Conditions Particulières, le taux d'intérêts applicable à chaque Echéance tiendra compte de chaque variation du taux Livret A au cours de la période considérée (prorata temporis) ;
- le taux d'intérêts initial sera établi sur la base du taux de rémunération du Livret A en vigueur à la date d'émission du Contrat, puis sera révisable à tout moment en fonction de la variation du taux de rémunération du Livret A selon les modalités indiquées ci-dessous (le calcul des intérêts se fait en méthode équivalente) :
 - o L'indice I est le taux d'intérêts servi aux titulaires d'un Livret A ;
 - o La variation de l'indice I sera appliquée aux taux d'intérêts du Concours à chaque variation, suivant la formule mathématique suivante : $T = T_0 + (I - I_0)$ dans laquelle
 - T représente le taux d'intérêts du Concours résultant de l'application de l'indexation ;
 - T_0 représente le taux d'intérêts du Concours à la date d'émission du Contrat ou à la précédente date de variation effective du taux résultant de la variation de l'indice ;
 - I représente la valeur de l'indice en vigueur à la date de la mise en œuvre de l'indexation ;
 - I_0 représente la valeur de l'indice à la date d'émission du Contrat ou à la précédente date de mise en œuvre de l'indexation ;
- La variation du taux d'intérêts du Concours interviendra dès la date de variation de l'indice, selon la formule mathématique ci-dessus. Toute variation du taux d'intérêts du Concours entraîne une modification du montant total des Echéances.

Dans l'hypothèse où l'Index de Référence est l'EURIBOR, le taux d'intérêts nominal du Concours suivra les variations en plus ou en moins de l'EURIBOR applicable (sans préjudice des stipulations de l'article 4 ci-dessus). L'EURIBOR retenu sera celui du dernier jour ouvré précédent la date de chaque échéance (ou la date de mise à disposition des fonds pour la première échéance). Il sera donc révisé à l'occasion de chaque échéance. Le taux révisé s'appliquera sans formalité ni novation, pour la période restant à courir jusqu'à la prochaine échéance ; entre deux échéances, il ne subira aucune variation. A l'EURIBOR retenu ainsi déterminé s'ajoutera, pour le calcul des intérêts, la marge déterminée aux Conditions Particulières. En cas de variation de l'Index de Référence, la modification correspondante du taux d'intérêts du Concours s'appliquera aux seuls intérêts restant à échoir, à la quote-part en capital des Echéances

demeurant sans changement.

Article 6 - TAUX EFFECTIF GLOBAL

Pour l'application des dispositions légales et réglementaires en vigueur, le taux effectif global (« **TEG** ») est mentionné aux Conditions Particulières. Il prend en compte le taux d'intérêt convenu, les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, y compris ceux qui sont payés ou dus à des intermédiaires, ainsi que les éventuelles cotisations d'assurance rendues obligatoires par le Prêteur. Toutefois, les charges liées aux garanties dont le Concours est éventuellement assorti, ne sont intégrées dans le calcul du TEG que si leur montant est connu avec précision à la date de signature du Contrat.

Article 7 - REMBOURSEMENT DES SOMMES DUES

L'Emprunteur s'oblige à rembourser la totalité des sommes empruntées au titre du Concours aux dates convenues. Les dates d'Echéances sont fixées au trentième (30^{ème}) jour d'un mois (ou le dernier jour du mois s'agissant du mois de février). Sauf stipulation contraire prévue aux Conditions Particulières, la date théorique de première Echéance interviendra le deuxième (2^{ème}), cinquième (5^{ème}) ou onzième (11^{ème}) mois suivant la date de premier déblocage de fonds, selon que la périodicité convenue aux Conditions Particulières est (respectivement) trimestrielle, semestrielle ou annuelle.

Une « **Echéance** » se définit comme la somme de la part du capital amorti, des intérêts payés au titre de la périodicité sur le capital restant dû, de tout ou partie des intérêts différés non payés et du coût des éventuelles assurances facultatives souscrites par l'Emprunteur.

Le paiement des Echéances devra être effectué aux dates fixées au tableau d'amortissement définitif qui sera adressé à l'Emprunteur conformément à l'article 3 (*Mise à disposition des fonds*).

L'Emprunteur s'interdit expressément :

- d'opérer compensation entre une somme quelconque due par lui au titre du Contrat et toute créance qu'il pourrait détenir par ailleurs à l'encontre du Prêteur (que ce soit à titre principal, à titre d'accessoire ou à titre de dommages et intérêts, et que cette créance soit contractuelle, extracontractuelle ou judiciaire) ;
- d'effectuer un paiement en le soumettant à une quelconque condition ou réserve ou de faire valoir toute exception ou demande reconventionnelle.

Lorsque le Compte Domiciliaire est ouvert auprès du Trésor et tenu par un Comptable Public, le règlement des Echéances s'effectue via la procédure de débit d'office de la Direction de la Comptabilité Publique, procédure dite de règlement sans mandatement préalable (Instruction n°88-141-K1-MO) ou par prélèvement SEPA sur le Compte domiciliaire.

Lorsque le Compte Domiciliaire est ouvert dans les livres du Prêteur, le règlement des Echéances s'effectue par prélèvement sur le Compte Domiciliaire, ce que l'Emprunteur accepte expressément.

Dans toute la mesure permise par la loi, l'Emprunteur autorise le Prêteur à compenser de plein droit, et sans son intervention, toutes sommes qui seront échues en capital, intérêts, éventuelles cotisations d'assurances, commissions, frais et accessoires dus au titre du Concours avec celles, présentes ou futures, que le Prêteur pourrait éventuellement lui devoir à un titre quelconque, conformément aux dispositions de l'article 1348-2 du Code civil.

Article 8 - CLAUSE RELATIVE A LA CAPITALISATION DES INTERETS

En cas de remboursement d'une échéance dont le montant serait inférieur au montant des intérêts échus, le montant des intérêts non remboursés sera intégré au capital dans les conditions prévues à l'article 1343-2 du Code civil. Ainsi, toute somme due au titre des intérêts échus des sommes prêtées produira des intérêts au taux ci-avant mentionné aux Conditions Particulières dès lors qu'il s'agit d'intérêts dus au moins pour une année entière.

Paraphes :

N° Projet : DD23190090 - N° prêt : DD23190091 - Date d'émission : 29/04/2024

Article 9 - REMBOURSEMENT ANTICIPE

Des remboursements anticipés volontaires seront possibles à chaque date d'Echéance et sous réserve que le Prêteur en soit avisé au moins un (1) mois à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si le Concours est un PLS, PLU ou PSLA :

- Le remboursement anticipé donnera lieu au paiement, au profit du Prêteur, d'une indemnité égale à 3% des sommes remboursées par anticipation.
- Toutefois :
 - o Si le Concours est prêt locatif intermédiaire (« **PLI** ») aucune indemnité n'est due si le remboursement anticipé est provoqué par la cession ou la destruction du bien financé, sous réserve de fournir les justificatifs relatifs à la cession ou à la destruction ;
 - o Si le Concours est un prêt locatif social (« **PLS** ») : aucune indemnité n'est due si le remboursement anticipé est provoqué par la cession ou la destruction du bien financé, sous réserve de fournir les justificatifs relatifs à la cession ou à la destruction.
- Si le Concours est un prêt social location-accession (« **PSLA** »), l'Emprunteur devra rembourser par anticipation la totalité du Concours dans le cas où le locataire-accédant exerce son option d'achat sans bénéficier d'un transfert de prêt, ce remboursement devant intervenir au moment de la vente effective du logement.

Hors PLS, PLI ou PSLA :

- Les remboursements anticipés volontaires devront être au moins égaux à 10% du montant initial du Concours considéré ;
- Sauf stipulation contraire des Conditions Particulières, le remboursement anticipé donnera lieu au paiement au profit du Prêteur :
 - o D'une indemnité égale à 30% des sommes remboursées par anticipation si le taux d'intérêts est un taux variable ;
 - o D'une « Indemnité Actuarielle » (telle que définie ci-après) si le taux d'intérêts est fixe.

En cas de remboursement anticipé partiel, le Prêteur remettra à l'Emprunteur un nouveau tableau d'amortissement sans qu'il soit besoin d'établir un avenant au Contrat ni que cela entraîne novation.

L'« **Indemnité Actuarielle** » dépend de la différence entre le taux du Concours à la mise en place et le taux de marché à la date du remboursement anticipé (appelé taux de réemploi), et de la durée restant à courir. Elle est d'autant plus élevée que la différence de taux et la durée restant à courir sont élevées. Si le taux de réemploi est supérieur ou égal au taux fixe du Concours, aucune Indemnité Actuarielle n'est due.

L'Indemnité Actuarielle sera égale à la différence entre la valeur actuelle du prêt définie ci-après et le principal remboursé par anticipation.

Valeur actuelle du prêt

La valeur actuelle du prêt est calculée en actualisant au taux de marché et au jour du remboursement anticipé, chaque flux contractuel futur du prêt (appelés termes).

$$VA(p) = \sum_{f=1}^n VA(f)$$

avec :

- VA(p) : valeur actuelle du prêt au jour du remboursement anticipé ;
- VA(f) : valeur actuelle du terme au jour du remboursement anticipé, définie ci-après ;
- n : nombre de termes entre la date du remboursement anticipé et l'échéance du terme.

La valeur actuelle de chaque terme est déterminée par la formule suivante :

$$VA(f) = \frac{V(f)}{(1+t)^{\frac{d}{365}}}$$

avec :

- VA(f) : valeur actuelle du terme au jour du remboursement anticipé ;
- V(f) : valeur contractuelle future du terme ;
- t : taux d'actualisation de chaque terme, exprimé en %, défini ci-après
- d : nombre de jours exact entre la date du remboursement anticipé et l'échéance du terme.

Taux d'actualisation

Pour chaque terme, le taux d'actualisation « t » de chaque terme sera le taux de swap de marché déterminé par interpolation linéaire entre les deux taux de référence correspondants aux durées les plus proches qui encadrent l'échéance du prêt. Le calcul se fera sur la base des fixings des swaps de maturité constante (ou *Constant Maturity Swap CMS*), bas de fourchette, observés 10 jours ouvrés avant la date d'effet du remboursement anticipé, sur la page Reuters EURSFIXA=.

Le taux d'actualisation de chaque terme est déterminé par la formule suivante :

$$t = t_1 + \left[(t_2 - t_1) \times \frac{d_1}{d_2} \right]$$

avec :

- t : taux d'actualisation de chaque terme ;
- t₁ : taux de swap CMS correspondant à la date la plus proche précédant l'échéance du prêt ;
- t₂ : taux de swap CMS correspondant à la date la plus proche suivant l'échéance du prêt ;
- d₁ : nombre de jours exact entre la date la plus proche précédant l'échéance du prêt et celle-ci ;
- d₂ : nombre de jours exact entre la date la plus proche précédant l'échéance du prêt et la date la plus proche suivant l'échéance du prêt.

En cas de modification, disparition ou substitution des taux de swap CMS ou de leurs modalités de publication, l'index de cette modification ou substitution s'appliquera de plein droit.

Si une nouvelle disposition législative ou réglementaire s'imposant à l'ensemble des établissements de crédit, ou si, selon l'appréciation du Prêteur, le fonctionnement des marchés ou encore un événement quelconque ne permettrait pas au Prêteur de disposer du taux d'actualisation, le Prêteur en avisera l'Emprunteur. Les Parties négocieront alors pour convenir d'une méthode de fixation de taux appropriés en fonction de la situation nouvelle.

Article 10 - DEFAILLANCE DE L'EMPRUNTEUR

En cas de défaillance de l'Emprunteur, pour quelque raison que ce soit, et lorsque le Prêteur n'exige pas le remboursement immédiat du capital restant dû, toutes sommes en capital, non payées à l'échéance, produiront de plein droit sans mise en demeure, des intérêts aux taux du Concours majoré de six (6) points (pour un PLS, PLI ou PSLA) ou trois (3) points (hors PLS, PLI ou PSLA) à compter de l'échéance considérée.

Les intérêts de retard se capitaliseront conformément à l'article 1343-2 du Code civil s'ils sont dus au moins pour une année entière.

Ces stipulations s'appliquent également lorsque le Prêteur est obligé de poursuivre judiciairement le recouvrement de sa créance ou de produire à un ordre de distribution. L'Emprunteur est tenu de rembourser l'ensemble des frais et des honoraires divers exposés par le Prêteur du fait de la défaillance de l'Emprunteur.

Article 11 - EXIGIBILITE ANTICIPEE

Sans préjudice de tous autres cas de déchéance du terme stipulés aux Conditions Particulières, toutes les sommes prêtées au titre du Concours

Paraphes :

N° Projet : DD23190090 - N° prêt : DD23190091 - Date d'émission : 29/04/2024

deviendront immédiatement exigibles, si bon semble au Prêteur, en capital, intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires sans qu'il soit besoin d'aucune formalité judiciaire ni d'adresser de mise en demeure ou de sommation préalable (conformément aux dispositions de l'article 1344 du Code civil), par la seule survenance de l'un quelconque des événements ci-après (chacun de ces événements, un « **Cas d'Exigibilité Anticipée** ») :

- a) Déclaration ou pièces émanant de l'Emprunteur, fausses ou inexactes ;
- b) Non affectation des fonds prêtés à l'objet convenu ;
- c) Inexécution par l'Emprunteur de l'une quelconque des clauses prévues aux présentes Conditions Générales, aux Conditions Particulières, ainsi qu'aux actes constatant la prise de garantie(s) (en ce compris les conditions générales de garanties) et notamment en cas de non-paiement à son échéance de toute somme due au titre du Contrat ;
- d) Diminution ou disparition d'une des garanties prévues, notamment si les biens donnés en garantie ont été aliénés en totalité ou en partie ou ont subi une importante dépréciation. Toutefois, en cas d'aliénation, l'acquéreur pourra être admis, avec l'accord du Prêteur, à continuer le Concours en lieu et place de l'Emprunteur si la nature de la vente n'a pas eu pour effet de purger l'hypothèque ou le nantissement, ni de démembrer ou diviser le droit de propriété afférent au(x) bien(s) donné(s) en garantie(s) ;
- e) Toute modification du statut juridique de l'Emprunteur ou tout retrait d'agrément nécessaire à son activité ;
- f) En cas de « Changement de Contrôle ». Sauf stipulation contraire des Conditions Particulières, « Changement de Contrôle » désigne la survenance de l'un quelconque des événements suivants :
 - i. Si l'Emprunteur est une société de personnes : cession totale ou partielle des parts sociales constituant son capital social ;
 - ii. Si l'Emprunteur est une société de capitaux : changement de contrôle (au sens de l'article L233-3 du Code de commerce) ;
- g) Vente de l'immeuble acquis au moyen du Concours ;
- h) Si les polices d'assurance (contre l'incendie ou autres risques) n'ont pas été maintenues ou renouvelées, et/ou si les primes ont cessé d'être régulièrement payées ;
- i) Non-respect par l'Emprunteur d'une disposition légale ou réglementaire régissant le Contrat, son objet ou l'activité financée, l'Emprunteur déclarant être parfaitement informé à ce sujet ;
- j) Diminution de la solvabilité de l'Emprunteur qui serait révélée de quelque manière que ce soit, ou encore en cas de cessation par l'Emprunteur de son activité professionnelle ou de modification de son objet social ;
- k) Si l'Emprunteur venait à faire l'objet d'une procédure de saisie mobilière de nature à compromettre son activité, ou d'une saisie immobilière ;
- l) Interdiction bancaire ou judiciaire prononcée contre l'Emprunteur ;
- m) Liquidation amiable ou judiciaire de l'Emprunteur, ou dissolution, fusion, scission, cession ou apport partiel d'actifs, transmission universelle de patrimoine.

Lors de la survenance de l'un quelconque des Cas d'Exigibilité Anticipée du terme ci-dessus prévus, le Prêteur pourra, si bon lui semble, déclarer la résiliation avec effet immédiat de tous ses engagements au titre du Concours et exiger le remboursement total de sa créance par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception adressée à l'Emprunteur ou par exploit d'huissier ; l'ensemble des sommes dues au Prêteur en principal, intérêts, intérêts de retard, frais, commissions, indemnités et accessoires quelconques devenant alors immédiatement et de plein droit exigible, sans qu'il soit besoin de remplir une quelconque formalité (tel que stipulé ci-dessus), nonobstant toute régularisation ultérieure. Par conséquent, en cas de prononcé de l'exigibilité immédiate, l'Emprunteur devra alors payer immédiatement toutes ces sommes, ainsi que les intérêts courus sur

celles-ci et tous autres montants dus en vertu du Contrat.

Lorsque le Prêteur est amené à se prévaloir d'un Cas d'Exigibilité Anticipée, les sommes restant dues (en principal, intérêts et accessoires quelconques) produisent des intérêts de retard à un taux égal à celui du Concours majoré de six (6) points (pour un PLS, PLI ou PSLA) ou trois (3) points (hors PLS, PLI ou PSLA) jusqu'à la date du règlement effectif. En outre l'Emprunteur paiera au Prêteur une indemnité égale à 7% du capital restant dû.

Huit (8) jours après cette mise en demeure, l'indemnité prévue ci-dessus s'appliquera de plein droit à la totalité de la créance.

Cette pénalité de 7% sera également due par l'Emprunteur dans les cas de remboursement anticipé obligatoire consécutifs au non-respect des dispositions réglementaires applicables :

- aux logements locatifs sociaux, telles que définies par les articles D391-1 à D391-11 du Code de la construction et de l'habitation (pour un PLI) ou par les articles D331-17 à D331-21 et D372-20 à D372-24 du Code de la construction et de l'habitation (pour un PLS) ;
- aux opérations de location-accession (pour un PSLA), telles que définies par les articles D331-76-1 à D331-76-5-4 du Code de la construction et de l'habitation.

Article 12 - GARANTIES

Les garanties demandées par le Prêteur pour le Concours sont mentionnées aux Conditions Particulières. Elles conditionnent l'octroi et le maintien du Concours.

12.1 En cas de cautionnement, la (les) caution(s) s'engageront à verser les sommes dues par l'Emprunteur, en capital, intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires quelconques, dans le cas où celui-ci ne s'acquitterait pas (quelle qu'en soit la raison) de ses obligations. Ces versements seront effectués sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir lui opposer l'absence de ressources ni exiger que celui-ci discute au préalable l'Emprunteur défaillant. La (les) caution(s) renonce(ront) aussi au bénéfice de division. Les dispositions non contraires du Code civil s'appliqueront pour le reste à tout cautionnement à titre supplétif.

12.2 Jusqu'au remboursement intégral du Concours, les biens donnés en garantie devront être assurés contre l'incendie ou tout autre risque selon la nature du (des) bien(s), pour un capital jugé suffisant par le Prêteur, et auprès d'une compagnie agréée par lui.

L'Emprunteur devra remettre au Prêteur un exemplaire de la police en cours et justifier à toute réquisition de cette assurance et du paiement des primes. A défaut, le Prêteur pourra lui-même payer toutes primes et contracter toutes assurances, les sommes avancées par lui à ce titre étant immédiatement exigible et dues par l'Emprunteur.

En cas de sinistre et malgré toute contestation, l'indemnité due par l'assureur sera versée directement au Prêteur jusqu'à concurrence de sa créance résultant du Contrat, d'après les comptes présentés par lui hors la présence de l'Emprunteur.

Toutes les notifications jugées nécessaires seront faites aux compagnies d'assurances, aux frais de l'Emprunteur.

Article 13 - FRAIS, IMPOTS ET TAXES

L'Emprunteur s'engage à prendre à sa charge tous les émoluments, taxes et impôts présents et futurs ainsi que les droits et frais pouvant résulter du Concours (et notamment les frais de timbre, d'enregistrement, de constitution, de renouvellement ou de mainlevée des garanties), sous quelque forme que ce soit, le Prêteur devant, de convention expresse, recevoir les Echéances du Concours nets de tous impôts, taxes, droits, charges et retenues quelconques présents et/ou futurs.

Article 14 - REFINANCEMENT – TITRISATION – CESSION

Les Parties déclarent expressément que le Contrat se réfère aux articles

Paraphes :

N° Projet : DD23190090 - N° prêt : DD23190091 - Date d'émission : 29/04/2024

L.313-36 à L.313-41 suivants du Code Monétaire et Financier portant réforme du crédit.

14.1 Cession de contrat

Le Prêteur pourra librement céder tout ou partie de ses droits ou de ses obligations résultant du Contrat conformément aux dispositions de l'article 1216 du Code civil, ce que l'Emprunteur (et tout tiers-garant et/ou caution éventuel) consent et accepte d'ores et déjà par la signature du Contrat.

Dans l'hypothèse où, par la cession, le Prêteur entend céder tout ou partie de ses droits et obligations, ledit Prêteur sera en conséquence libéré pour l'avenir dans la mesure et à concurrence desdits droits et obligations cédés, et l'Emprunteur (et tout tiers-garant et/ou caution éventuel) consent et accepte expressément cette libération, conformément aux dispositions de l'article 1216-1 du Code civil.

En cas de cession de droits ou de droits et d'obligations, la cession produira effet à l'égard de l'Emprunteur et des tiers garants et/ou cautions, lorsque la cession sera notifiée à l'Emprunteur à la diligence et aux frais du cessionnaire ou lorsque l'Emprunteur en prendra acte par tout moyen, conformément aux dispositions légales. A défaut de notification ou de prise d'acte exprès, tout paiement qui serait effectué par l'Emprunteur directement entre les mains du cessionnaire au titre du Concours vaut prise d'acte par l'Emprunteur de la cession, au plus tard à la date du premier paiement correspondant.

14.2 Cession de créances, titrisation, refinancement

Le Prêteur se réserve expressément la possibilité de titriser ou céder tout ou partie de ses créances résultant du présent Contrat, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le Prêteur pourra notamment, à tout moment, sans devoir consulter ou obtenir le consentement de l'Emprunteur (ou d'un(e) quelconque tiers-garant et/ou caution éventuel), (a) céder tout ou partie de ses créances nées du présent Contrat, notamment dans le cadre des dispositions des articles L214-167 et suivants du Code monétaire et financier ou par tout autre mode de cession de créances, (b) céder, nantir, gager ou autrement constituer une sûreté grevant tout ou partie de ses droits au titre du présent Contrat et des documents y afférents afin de garantir ses obligations, y compris notamment :

- toute cession, tout nantissement, tout gage ou autre sûreté garantissant ses obligations à l'égard d'une réserve fédérale ou d'une banque centrale (y compris, aux fins de dissiper tout doute éventuel, la Banque de France, et Banque Centrale Européenne) ou la Caisse des Dépôts et Consignation, y compris, de façon non limitative, toute cession de droits à un véhicule ad hoc dans le cadre de laquelle une sûreté doit être constituée sur les titres émis par ledit véhicule ad hoc au profit d'une réserve fédérale ou d'une banque centrale (y compris, aux fins de dissiper tout doute éventuel, la Banque de France et la Banque Centrale Européenne), ou de toute autre entité ayant directement ou indirectement pour activité le refinancement des établissements de crédits ; et
- dans le cas d'un Prêteur qui est un fonds, toute cession, tout nantissement, tout gage ou autre sûreté octroyé(e) en faveur de tout porteur (ou tout fiduciaire ou représentant d'un porteur) d'obligations de ce Prêteur ou d'autres titres émis par ce Prêteur, en garantie desdites obligations ou desdits titres.

Pour éviter toute ambiguïté, il est expressément stipulé qu'en cas de remise en pleine propriété à titre de garantie de créances conformément aux dispositions de l'article L211-38 du Code monétaire et financier, aucun frais d'acte ni de formalités ne sera supporté par le bénéficiaire de ladite cession.

Sans préjudice des dispositions de l'article L511-33 du Code monétaire et financier et de tous autres cas de libre communications tels que prévus aux "conditions de fonctionnement de comptes, produits et services applicables aux entreprises et institutionnels" en vigueur, il est expressément convenu que le Prêteur pourra librement communiquer toutes informations relatives à l'Emprunteur et/ou au présent Contrat à toute personne à qui le Prêteur consent (ou peut consentir) une cession, un nantissement, un gage ou toute autre sûreté conformément au présent article 14.2 (en ce compris notamment la Banque de France et la Banque

Centrale Européenne).

14.3 Stipulations communes

En cas de cession de tout ou partie de la créance ou de tout ou partie des droits ou des droits et obligations du Prêteur au titre du Contrat, ou en cas de subrogation de toute personne dans lesdits droits, le bénéficiaire de la cession ou de la subrogation bénéficiera des droits résultant du Contrat et de toute garantie constituée par l'Emprunteur ou par tout tiers à la sûreté du Concours, qui demeurent attachés par accessoire aux droits résultant du Concours considéré. En tant que de besoin, l'Emprunteur (et tout tiers-garant et/ou caution éventuel) reconnaît et accepte que toute référence au bénéficiaire et/ou au Prêteur inclut tout bénéficiaire d'une cession ou subrogation, et que la (les) garantie(s) qu'il a consentie(s) au profit du Prêteur en garantie des sommes dues au titre du Contrat sera (seront) maintenue(s) et bénéficiera (bénéficieront) de plein droit à tout bénéficiaire d'une telle cession ou subrogation.

Aux effets ci-dessus, l'Emprunteur (et tout tiers-garant et/ou caution éventuel) s'engage expressément à signer tous actes et accomplir toutes formalités qui seraient le cas échéant requis par le Prêteur concerné ou le cessionnaire, aux fins de parfaire la cession par le Prêteur de tout ou partie de sa créance ou de tout ou partie de ses droits ou de ses droits et obligations au titre du Contrat et des garanties y afférentes, les frais d'actes et formalités étant alors supportés par le cessionnaire.

L'Emprunteur (et tout tiers-garant et/ou caution éventuel) ne pourra en aucun cas céder ou transférer, de quelque manière que ce soit, ses droits et obligations découlant pour lui de la signature du Contrat, sans l'accord préalable et écrit du Prêteur.

Article 15 - DECLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 L'Emprunteur déclare que :

- La souscription du Concours est effectuée en conformité avec les décisions d'ordre financier et budgétaire, notamment en matière d'investissement, adoptées par son organe délibérant conformément aux lois et règlements qui lui sont applicables ;
- La souscription, la signature et l'exécution du Contrat ont été dûment autorisées par son organe compétent ;
- Toutes les autres autorisations nécessaires à la mise en place du financement objet du Contrat ont été préalablement obtenues ;
- Le financement objet du Concours et l'opération dans laquelle s'inscrit ledit financement n'ont donné lieu à aucune contestation ou recours quelconque ;
- Ni la créance du Prêteur ni son paiement ne sont remis en cause par une action judiciaire ou administrative ou par une mesure administrative ou judiciaire prononcée à son encontre par le Préfet ou toute autre autorité supérieure au motif de son insolvabilité réelle ou potentielle, d'un incident de paiement ou de tout autre manquement à une obligation financière.

15.2 Jusqu'à complet paiement de toutes sommes dues au titre du Contrat, l'Emprunteur s'engage à :

- Communiquer chaque année, sur demande du Prêteur, ses différents comptes et budgets certifiés ainsi que tout document utile à l'étude de la situation financière de l'Emprunteur ;
- Informer le Prêteur, sans délai, en lui fournissant toutes les pièces justificatives nécessaires, de toute modification de ses statuts et de ses événements susceptibles d'affecter substantiellement son patrimoine, ses engagements ou son activité (par exemple : recours contre le budget ou le Contrat même dans le cas où ce recours serait exercé par une autorité autre que de tutelle ou par une tierce personne) ;
- Notifier immédiatement au Prêteur tout événement susceptible de constituer un Cas d'Exigibilité Anticipée ;
- (sauf si le Compte Destinataire est ouvert auprès du Trésor Public) Domicilier chez le Prêteur son chiffre d'affaires et

Paraphes :

N° Projet : DD23190090 - N° prêt : DD23190091 - Date d'émission : 29/04/2024

ses opérations bancaires, au minimum au prorata de la part que le Concours représente par rapport à l'encours global de l'endettement de l'Emprunteur, sauf dérogation préalable et expresse notifiée par le Prêteur.

Article 16 - ELECTION DE DOMICILE

Sauf élection de domicile particulière contraire, notamment prévue à l'occasion de la prise de garantie(s) et dont l'effet sera limité à chaque garantie considérée, pour l'exécution des présentes et de leurs suites, pour la correspondance et l'envoi des pièces, domicile est élu par les Parties en leur siège social respectif.

Article 17 - ATTRIBUTION DE COMPETENCE – LOI APPLICABLE

Pour tout litige relatif au Contrat, les Parties déclarent accepter la compétence des tribunaux compétents du siège social du Prêteur. Le Contrat est soumis au droit français.

Article 18 - AUTRES STIPULATIONS**18.1 Caducité**

Si, à tout moment, le Contrat devient caduque en application notamment de l'article 1186 du Code civil, cette caducité ne vaudra que pour l'avenir et ne produira aucun effet rétroactif.

Le Prêteur conservera l'intégralité des sommes perçues au titre du Contrat et de tout document y relatif (en principal, intérêts, intérêts de retard, commissions, pénalités, indemnités, frais, coûts et tous autres accessoires) et ne sera en conséquence tenue d'aucune obligation de restitution envers l'Emprunteur.

L'Emprunteur sera tenu au remboursement et au paiement immédiat de toutes sommes dues en principal, intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires de tous ordres en relation avec le Concours. Le montant des sommes dues, tel que susvisé, sera déterminé à la date de notification de la caducité par une partie à l'autre partie, et à compter de cette date jusqu'à la date de paiement effectif, lesdites sommes porteront intérêts de retard au taux mentionné à l'article 10.2 ci-avant s'il n'y est pas dérogé dans les Conditions Particulières.

Les Parties reconnaissent expressément que dans une telle hypothèse de caducité, toutes les clauses qui par nature sont destinées à survivre à la fin du Contrat, pour quelque cause que ce soit, continueront à produire leurs effets.

18.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient expressément par les présentes d'exclure l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du Contrat et chaque Partie reconnaît qu'elle n'entend pas se prévaloir desdites dispositions dont elle déclare avoir parfaitement connaissance.

Par conséquent, chaque Partie accepte expressément d'assumer le risque de tout changement de circonstances imprévisible à la date de signature du Contrat et de l'ensemble de ses actes ultérieurs subséquents, qui serait de nature à rendre l'exécution de ses obligations excessivement onéreuse pour elle.

18.3 Négociabilité

Les stipulations du Contrat, en ce compris les Conditions Générales et les Conditions Particulières, sont librement négociables entre les Parties, nonobstant leurs intitulés qui ne sont utilisés qu'à des fins purement pratiques et de lisibilité.

18.4 Numéro de Contrat/Concours

L'Emprunteur reconnaît que, pour les raisons internes de la Banque strictement liées à des contraintes informatiques, le Contrat et/ou Concours est susceptible d'être renuméroté à compter de la date de fin de Période de Tirage.

Il est expressément stipulé que cette renumérotation ne préjudice en aucun cas à l'unicité du Concours, n'emporte aucune novation à ce dernier, et l'ensemble des garanties consenties demeurent pleinement en vigueur.

Article 19 - DONNES PERSONNELLES – INFORMATIQUE ET LIBERTES

Eu égard aux dispositions de (i) la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et (ii) du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) (le « **RGPD** »), et notamment eu égard aux dispositions de l'article 13 du RGPD, il est précisé que :

- les données à caractère personnel recueillies aux présentes et leur traitement sont nécessaires pour la conclusion du présent contrat (et de tous documents y afférent, notamment concernant les éventuelles garanties – ensemble les « Documents de Financement ») et son exécution (comme autorisé à l'article 6-b du RGPD, étant précisé, pour les besoins de l'article 13-e du RGPD, qu'en l'absence de fourniture de ces données le présent contrat ne pourrait pas avoir été conclu et ne pourrait pas être exécuté), ainsi que pour satisfaire aux obligations du Prêteur en matière d'exigences dites "KYC" (comme autorisé à l'article 6-c du RGPD) et, qu'à ces titres, elles feront l'objet d'un traitement dont le responsable est le Prêteur ;
- ces données ainsi que l'ensemble des données à caractère personnel détenues par le Prêteur dans le cadre des opérations réalisées par les signataires des présentes pourront être utilisées pour les besoins de gestion de ces opérations, d'octroi de crédit, de détection et d'évaluation du risque, de sécurité et de prévention des impayés, de lutte contre la fraude, de lutte contre le blanchiment d'argent et les abus de marché. Elles pourront être communiquées aux sociétés du groupe du Prêteur ou à des tiers, notamment sous-traitants, partenaires, sociétés pour lesquelles le Prêteur intervient dans le cadre d'opérations de courtage, situés en France ou à l'étranger, notamment dans des États n'appartenant pas à l'Union Européenne ("pays tiers" au sens du RGPD), pour l'exécution des Documents de Financement ou pour répondre aux obligations légales ou réglementaires du Prêteur, à tous cessionnaires de droits et/ou obligations du Prêteur au titre du présent contrat et/ou du concours objet du présent contrat, à toutes autorités de tutelle ou de surveillance, à la Banque de France et la Banque Centrale Européenne. La conservation par le Prêteur de ces données durera au moins jusqu'au remboursement complet et irrévocable du concours objet du présent contrat ;
- les personnes sur lesquelles portent les données à caractère personnel ci-dessus recueillies auront le droit, (i) par l'envoi d'un écrit au service Relations Clientèle - ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels, Immeuble Altaïr, 3 avenue d'Alphasis CS 96856 - 35760 Saint-Grégoire cedex ou d'un e-mail à l'adresse contactarkeabanqueei@arkea.com, d'en obtenir communication (droit d'accès) et d'en exiger, le cas échéant, la rectification, l'effacement, une limitation de traitement, la portabilité et/ou de s'opposer à leur traitement (étant précisé qu'aucune utilisation de ces données à des fins de prospection, notamment commerciale, ne sera autorisée, ce que le Prêteur accepte irrévocablement (et ce à quoi il s'engage)), et/ou (ii) d'introduire une réclamation auprès de toute autorité de contrôle compétente.

L'Emprunteur déclare que les personnes physiques sur lesquelles portent ces données consentent à ce que lesdites données soient traitées et communiquées dans les conditions décrites ci-dessus et délient à cet égard le Prêteur du secret professionnel auquel celles-ci peuvent être soumises.

Le Prêteur déclare pour sa part mettre en œuvre des procédures appropriées de traitement des données personnelles (y compris auprès de ses sous-traitants) conformément à la loi n°78-17 susvisée et au RGPD. À cet égard, le présent article 17 ne visant pas à l'exhaustivité, les

Paraphes :

N° Projet : DD23190090 - N° prêt : DD23190091 - Date d'émission : 29/04/2024

informations visées à l'article 13 du RGPD et non déjà mentionnées au présent article 17 ont été communiquées (ou le seront au moment de la collecte des données personnelles concernées) séparément par le Prêteur aux personnes concernées, dans la mesure où ces informations doivent être communiquées en application dudit article du RGPD. Les informations visées à l'article 14 du RGPD et non expressément mentionnées au présent article 17 ont été communiquées (ou le seront au moment de la collecte des données personnelles concernées ou dans le délai réglementaire applicable visé à l'article 14§3 du RGPD) séparément par le Prêteur aux personnes concernées, dans la mesure où ces informations doivent être communiquées en application dudit article du RGPD.

L'Emprunteur s'engage à informer ses ayants droit économiques, représentants légaux et mandataires visés ci-dessus de la politique de protection de données personnelles du Prêteur, disponible à l'adresse suivante : <https://site.arkea-banque-ei.com/vie-privee-2> et/ou dans les Conditions de fonctionnement de comptes en vigueur disponibles auprès des centres d'affaires ou sur le site internet de ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS à l'adresse suivante <https://site.arkea-banque-ei.com/conditions-generales/>.

<p>Article 20 - LUTTE ANTI-BLANCHIMENT – SANCTIONS INTERNATIONALES</p>

20.1 Pour les besoins du présent article :

« affilié » désigne relativement à une personne donnée, toute société, groupement, entreprise ou autre entité qui, directement ou indirectement, (i) est contrôlé(e) par cette personne, ou (ii) la contrôle ou est placé(e) sous le même contrôle que cette personne.

« filiale » désigne toute société contrôlée directement ou indirectement par une autre société au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce, quelle que soit la nationalité respective de chaque société concernée.

« Personne Sanctionnée » désigne toute personne qui fait l'objet ou est la cible d'une quelconque Sanction.

« Sanctions » désigne toutes mesures restrictives à caractère obligatoire édictant des sanctions économiques, financières ou commerciales (notamment toutes sanctions ou mesures relatives à un embargo, un gel des fonds et des ressources économiques, à des restrictions pesant sur les transactions avec des personnes ou portant sur des biens ou des territoires déterminés), émises, administrées ou mises en application par le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations-Unies, l'Union Européenne, la France, le Royaume-Uni, les Etats-Unis d'Amérique (incluant notamment l'*Office of Foreign Assets Control* (ou OFAC) et le Département d'Etat américain (*U.S. Department of State*)) ou par toute autre autorité compétente, y compris d'autres Etats, ayant le pouvoir d'édicter de telles sanctions.

« Territoire sous Sanction » désigne tout pays ou territoire qui fait l'objet ou dont le gouvernement fait l'objet d'un régime de Sanctions interdisant ou restreignant les relations avec ledit pays, territoire ou gouvernement.

20.2 Pendant toute la durée du Contrat, l'Emprunteur déclare que :

- a) Ni lui, ni aucune de ses filiales, ni aucun de ses administrateurs ou dirigeants, ni à sa connaissance, aucun affilié, ni aucun de ses agents ou employés, aucun des agents ou employés de ses filiales ou de ses affiliés, n'exerce ou n'a exercé une activité ou n'a commis d'acte ou ne s'est comporté d'une manière susceptible d'enfreindre de loi ou réglementation en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, la corruption ou le terrorisme en vigueur dans toute juridiction compétente.
- b) Lui et chacune de ses filiales ont pris et maintiennent toutes les mesures nécessaires et ont notamment adopté et mettent en œuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.
- c) Ni lui, ni aucune de ses filiales, ni aucun de leurs administrateurs ou dirigeants respectifs, ni à sa connaissance, aucun affilié, ni aucun de ses agents ou employés ou ni aucun des agents ou employés de ses filiales ou de ses affiliés,
 - i) n'est une Personne Sanctionnée ;
 - ii) n'est une personne :
 - détenue ou contrôlée par une Personne Sanctionnée ; ou
 - située, constituée ou résidente d'un Territoire sous Sanction ; ou
 - engagée dans une activité avec une Personne Sanctionnée ; ou
 - ayant reçu des fonds ou tout autre actif d'une Personne Sanctionnée ; ou
 - engagée dans une activité avec une personne située, constituée ou résidente dans un Territoire sous Sanction.
- d) Il a institué et maintient des procédures et politiques visant au respect des Sanctions .

20.3 L'Emprunteur s'engage à ne pas utiliser, directement ou indirectement, les produits du Concours mis à sa disposition et à ne pas prêter, apporter ou rendre disponibles ces produits à tout affilié, joint-venture ou toute autre personne ou entité, (a) dans le but de financer ou faciliter (i) les activités d'une Personne Sanctionnée, (ii) d'une personne détenue ou contrôlée par une Personne Sanctionnée, (iii) d'une personne localisée, organisée ou résident d'un Territoire sous Sanction et/ou (iv) une activité soumise à Sanctions et/ou (b) d'une quelconque manière qui résulterait en une violation des Sanctions par toute personne (en ce inclus toute personne participant au Concours).

Il s'engage à n'utiliser aucun revenu, fonds ou profit provenant d'une activité ou d'opérations avec une Personne Sanctionnée ou une personne située dans un Territoire sous Sanction dans le but de rembourser ou payer les sommes dues à la Banque au titre du Concours.

Il s'engage à respecter (et faire en sorte que ses filiales respectent) les Sanctions et à maintenir en vigueur et mettre en œuvre les politiques adéquates destinées à assurer un tel respect.

Paraphes :



18-2024 5AOCT2
Caisse n° 041600
85757470

doc 2 . page 1/3

SIMULATION TABLEAU D'AMORTISSEMENT EN EUROS

EMPRUNTEUR : SPL AGENCE REGIONALE DE PROJET N° : DD23190090
L'AMENAGEMENT ET DE LA
CONSTRUCTION

TYPE DE PRÊT : CIGF - CITE GESTION FIXE **RÉFÉRENCE PRÊT** : DD23190091

MONTANT : 342 000,00 € **TAUX DE BASE** : 4,5300 % Fixe

DURÉE : 240 mois **TAUX EFFECTIF GLOBAL** : 4.5557 % l'an

TOTAL INTERÊTS : 179812.80 **PÉRIODICITÉ** : Trimestrielle

N° projet : DD23190090		N° prêt : DD23190091				
Rang des échéances	Total à payer	Amortiss. capital	Intérêts Normaux	Intérêts Différés	Assurances	Montant Restant Dû après règlement de l'échéance
1	6 522,66	2 649,51	3 873,15	0,00	0,00	339 350,49
2	6 522,66	2 679,52	3 843,14	0,00	0,00	336 670,97
3	6 522,66	2 709,86	3 812,80	0,00	0,00	333 961,11
4	6 522,66	2 740,55	3 782,11	0,00	0,00	331 220,56
5	6 522,66	2 771,59	3 751,07	0,00	0,00	328 448,97
6	6 522,66	2 802,98	3 719,68	0,00	0,00	325 645,99
7	6 522,66	2 834,72	3 687,94	0,00	0,00	322 811,27
8	6 522,66	2 866,82	3 655,84	0,00	0,00	319 944,45
9	6 522,66	2 899,29	3 623,37	0,00	0,00	317 045,16
10	6 522,66	2 932,12	3 590,54	0,00	0,00	314 113,04
11	6 522,66	2 965,33	3 557,33	0,00	0,00	311 147,71
12	6 522,66	2 998,91	3 523,75	0,00	0,00	308 148,80
13	6 522,66	3 032,87	3 489,79	0,00	0,00	305 115,93
14	6 522,66	3 067,22	3 455,44	0,00	0,00	302 048,71
15	6 522,66	3 101,96	3 420,70	0,00	0,00	298 946,75
16	6 522,66	3 137,09	3 385,57	0,00	0,00	295 809,66
17	6 522,66	3 172,62	3 350,04	0,00	0,00	292 637,04
18	6 522,66	3 208,55	3 314,11	0,00	0,00	289 428,49
19	6 522,66	3 244,88	3 277,78	0,00	0,00	286 183,61
20	6 522,66	3 281,63	3 241,03	0,00	0,00	282 901,98
21	6 522,66	3 318,80	3 203,86	0,00	0,00	279 583,18
22	6 522,66	3 356,38	3 166,28	0,00	0,00	276 226,80
23	6 522,66	3 394,39	3 128,27	0,00	0,00	272 832,41
24	6 522,66	3 432,83	3 089,83	0,00	0,00	269 399,58
25	6 522,66	3 471,71	3 050,95	0,00	0,00	265 927,87
26	6 522,66	3 511,03	3 011,63	0,00	0,00	262 416,84
27	6 522,66	3 550,79	2 971,87	0,00	0,00	258 866,05
28	6 522,66	3 591,00	2 931,66	0,00	0,00	255 275,05

Paraphes :

29	6 522,66	3 631,67	2 890,99	0,00	0,00	251 643,38
30	6 522,66	3 672,80	2 849,86	0,00	0,00	247 970,58
31	6 522,66	3 714,39	2 808,27	0,00	0,00	244 256,19
32	6 522,66	3 756,46	2 766,20	0,00	0,00	240 499,73
33	6 522,66	3 799,00	2 723,66	0,00	0,00	236 700,73
34	6 522,66	3 842,02	2 680,64	0,00	0,00	232 858,71
35	6 522,66	3 885,54	2 637,12	0,00	0,00	228 973,17
36	6 522,66	3 929,54	2 593,12	0,00	0,00	225 043,63
37	6 522,66	3 974,04	2 548,62	0,00	0,00	221 069,59
38	6 522,66	4 019,05	2 503,61	0,00	0,00	217 050,54
39	6 522,66	4 064,56	2 458,10	0,00	0,00	212 985,98
40	6 522,66	4 110,59	2 412,07	0,00	0,00	208 875,39
41	6 522,66	4 157,15	2 365,51	0,00	0,00	204 718,24
42	6 522,66	4 204,23	2 318,43	0,00	0,00	200 514,01
43	6 522,66	4 251,84	2 270,82	0,00	0,00	196 262,17
44	6 522,66	4 299,99	2 222,67	0,00	0,00	191 962,18
45	6 522,66	4 348,69	2 173,97	0,00	0,00	187 613,49
46	6 522,66	4 397,94	2 124,72	0,00	0,00	183 215,55
47	6 522,66	4 447,74	2 074,92	0,00	0,00	178 767,81
48	6 522,66	4 498,11	2 024,55	0,00	0,00	174 269,70
49	6 522,66	4 549,06	1 973,60	0,00	0,00	169 720,64
50	6 522,66	4 600,57	1 922,09	0,00	0,00	165 120,07
51	6 522,66	4 652,68	1 869,98	0,00	0,00	160 467,39
52	6 522,66	4 705,37	1 817,29	0,00	0,00	155 762,02
53	6 522,66	4 758,66	1 764,00	0,00	0,00	151 003,36
54	6 522,66	4 812,55	1 710,11	0,00	0,00	146 190,81
55	6 522,66	4 867,05	1 655,61	0,00	0,00	141 323,76
56	6 522,66	4 922,17	1 600,49	0,00	0,00	136 401,59
57	6 522,66	4 977,91	1 544,75	0,00	0,00	131 423,68
58	6 522,66	5 034,29	1 488,37	0,00	0,00	126 389,39
59	6 522,66	5 091,30	1 431,36	0,00	0,00	121 298,09
60	6 522,66	5 148,96	1 373,70	0,00	0,00	116 149,13
61	6 522,66	5 207,27	1 315,39	0,00	0,00	110 941,86
62	6 522,66	5 266,24	1 256,42	0,00	0,00	105 675,62
63	6 522,66	5 325,88	1 196,78	0,00	0,00	100 349,74
64	6 522,66	5 386,20	1 136,46	0,00	0,00	94 963,54
65	6 522,66	5 447,20	1 075,46	0,00	0,00	89 516,34
66	6 522,66	5 508,89	1 013,77	0,00	0,00	84 007,45
67	6 522,66	5 571,28	951,38	0,00	0,00	78 436,17
68	6 522,66	5 634,37	888,29	0,00	0,00	72 801,80
69	6 522,66	5 698,18	824,48	0,00	0,00	67 103,62
70	6 522,66	5 762,71	759,95	0,00	0,00	61 340,91
71	6 522,66	5 827,97	694,69	0,00	0,00	55 512,94
72	6 522,66	5 893,98	628,68	0,00	0,00	49 618,96

Paraphes :

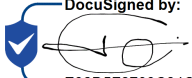
73	6 522,66	5 960,73	561,93	0,00	0,00	43 658,23
74	6 522,66	6 028,23	494,43	0,00	0,00	37 630,00
75	6 522,66	6 096,50	426,16	0,00	0,00	31 533,50
76	6 522,66	6 165,54	357,12	0,00	0,00	25 367,96
77	6 522,66	6 235,37	287,29	0,00	0,00	19 132,59
78	6 522,66	6 305,98	216,68	0,00	0,00	12 826,61
79	6 522,66	6 377,40	145,26	0,00	0,00	6 449,21
80	6 522,66	6 449,21	73,45	0,00	0,00	0,00

* Intérêts calculés stockés et prélevés ultérieurement

Signature(s) emprunteur(s)

Le : 29-04-2024

Aurélien JOUBERT
Directeur General

DocuSigned by:

E92D5F2709C84CE...

ARKEA BANQUE E&I - POLE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS**DEMANDE DE DEBLOCAGE - CIGF - CITE GESTION FIXE**

Nous vous remercions de nous adresser votre demande de déblocage par @-mail, après avoir renseigné le coupon ci-dessous.

S'il s'agit du premier déblocage, il y a lieu de renseigner la date de la première échéance du prêt que vous souhaitez.

Date de la première échéance * :

- dates possibles pour les échéances de prêts ARKEA BANQUE E&I: le 30 de chaque mois (pour février le dernier jour du mois)

- La date théorique de la 1ère échéance dépend de la périodicité de remboursement ; exemple: en trimestrialité, la date théorique est le 30 du 2ème mois qui suit le mois au cours duquel se fait le déblocage. Il est toutefois possible de décaler la date de première échéance, de un ou deux mois maximum avant ou après la date théorique.

Tableau d'amortissement – décompte d'échéances

- le tableau d'amortissement est adressé à l'Emprunteur après le déblocage

Demande à adresser par @-mail au

SERVICE CREDITS ABEI

Tél. : 01 71 13 31 34 @-mail : credits.institutionnel.abei@arkea.com

Nom de l'emprunteur : SPL AGENCE REGIONALE DE L'AMENAGEMENT ET DE LA CONSTRUCTION (31)

N° identifiant : 85757470

Numéro du prêt : DD23190091

Date d'émission du contrat : le 29/04/2024

Objet du contrat : Financement complémentaire du partenariat Cinéma Lannemezan

Montant du prêt : 342 000,00 €

Durée : 240 mois

Taux fixe : 4,5300 %

Périodicité : Trimestrielle

Date limite de déblocage : 30/06/2024

DEMANDE DE DEBLOCAGE

Montant du déblocage	<i>en chiffres</i>	<i>en lettres</i>
Date souhaitée du déblocage (jour ouvré)	Le .../.../.....	

S'il s'agit du 1er déblocage : 1ère ECHEANCE et IBAN

Date de 1ère échéance souhaitée*	
Centre d'affaires ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels	PARIS
IBAN	FR76 1882 9754 1608 5757 4704 169

Date : le .../.../.....

Nom et qualité du signataire :

Cachet et signature :

Certificat de réalisation

Identifiant d'enveloppe: 029C48096136411FBB24407A012E2097

État: Envoyée

Objet: SPL AGENCE REG DE L'AMENAG ET DE LA CONST OCCITANIE- Financement Cinéma Lannemezan

Enveloppe source:

Nombre de pages du document: 16

Signatures: 2

Émetteur de l'enveloppe:

Nombre de pages du certificat: 5

Paraphe: 0

COTTEREAU

Signature dirigée: Activé

: pôle tertiaire - bâtiment aquitaine - rue louis lichou

Horodatage de l'enveloppe: Activé

Le relecq kerhuon, , 29480

Fuseau horaire: (UTC+01:00) Bruxelles, Copenhague, Madrid, Paris

sabine.cottureau@arkea.com

Adresse IP: 93.20.41.4

Suivi du dossier

État: Original

Titulaire: COTTEREAU

Emplacement: DocuSign

29/04/2024 14:26:55

sabine.cottureau@arkea.com

Événements de signataire

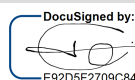
Aurélien JOUBERT

aurelien.joubert@arac-occitanie.fr

Directeur General

ARAC OCCITANIE

Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune), Certificat numérique

Signature

Sélection d'une signature : Écrit sur un appareil

En utilisant l'adresse IP: 91.171.163.58

Horodatage

Envoyée: 29/04/2024 14:37:10

Consultée: 29/04/2024 17:07:53

Signée: 29/04/2024 17:19:45

Détails du fournisseur de signature:

Type de signature: DocuSign Protect & Sign (Client ID: DDE5E85D-4085-40B6-8785-DA3CCD16D81E)

Localisation du fournisseur de signature: https://ps-w

Émetteur de la signature: DocuSign Cloud Signing CA - S11

s.dsf.docusign.net/ds-server/s/noauth/psm/tsp/sign

Authentification: SMS (+33 6 07 25 33 71)

Divulgate relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:

Accepté: 29/04/2024 17:07:53

ID: 792fcd6e-5b41-4406-a696-ccb04c79e6e0

COTTEREAU Sabine

Envoyée: 29/04/2024 17:19:48

sabine.cottureau@arkea.com

Gestionnaire middle office crédits

Arkea

Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune)

Divulgate relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:

Non offerte par DocuSign

Événements de signataire en personne Signature**Horodatage**

Événements de livraison à l'éditeur

État

Horodatage

Événements de livraison à l'agent

État

Horodatage

Événements de livraison intermédiaire

État

Horodatage

Événements de livraison certifiée

État

Horodatage

Événements de copie carbone

État

Horodatage

Événements de copie carbone	État	Horodatage
Benjamin RIMPAULT benjamin.rimpault@arac-occitanie.fr Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune) Divulgence relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques: Non offerte par DocuSign	Copié	Envoyée: 29/04/2024 14:37:07 Consultée: 29/04/2024 14:39:12
Béatrice YORO banque-ei.toulouse@arkea.com Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune) Divulgence relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques: Non offerte par DocuSign	Copié	Envoyée: 29/04/2024 14:37:08
Béatrice YORO beatrice.yoro@arkea.com Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune) Divulgence relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques: Non offerte par DocuSign	Copié	Envoyée: 29/04/2024 14:37:08
MOC credits.institutionnel.abei@arkea.com Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune) Divulgence relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques: Non offerte par DocuSign	Copié	Envoyée: 29/04/2024 17:19:47
Événements de témoins	Signature	Horodatage
Événements notariaux	Signature	Horodatage
Récapitulatif des événements de l'enveloppe	État	Horodatages
Enveloppe envoyée	Haché/crypté	29/04/2024 14:37:08
Événements de paiement	État	Horodatages
Divulgence relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques		

ELECTRONIC RECORD AND SIGNATURE DISCLOSURE

From time to time, Département opérations de crédits (we, us or Company) may be required by law to provide to you certain written notices or disclosures. Described below are the terms and conditions for providing to you such notices and disclosures electronically through the DocuSign system. Please read the information below carefully and thoroughly, and if you can access this information electronically to your satisfaction and agree to this Electronic Record and Signature Disclosure (ERSD), please confirm your agreement by selecting the check-box next to 'I agree to use electronic records and signatures' before clicking 'CONTINUE' within the DocuSign system.

Getting paper copies

At any time, you may request from us a paper copy of any record provided or made available electronically to you by us. You will have the ability to download and print documents we send to you through the DocuSign system during and immediately after the signing session and, if you elect to create a DocuSign account, you may access the documents for a limited period of time (usually 30 days) after such documents are first sent to you. After such time, if you wish for us to send you paper copies of any such documents from our office to you, you will be charged a \$0.00 per-page fee. You may request delivery of such paper copies from us by following the procedure described below.

Withdrawing your consent

If you decide to receive notices and disclosures from us electronically, you may at any time change your mind and tell us that thereafter you want to receive required notices and disclosures only in paper format. How you must inform us of your decision to receive future notices and disclosure in paper format and withdraw your consent to receive notices and disclosures electronically is described below.

Consequences of changing your mind

If you elect to receive required notices and disclosures only in paper format, it will slow the speed at which we can complete certain steps in transactions with you and delivering services to you because we will need first to send the required notices or disclosures to you in paper format, and then wait until we receive back from you your acknowledgment of your receipt of such paper notices or disclosures. Further, you will no longer be able to use the DocuSign system to receive required notices and consents electronically from us or to sign electronically documents from us.

All notices and disclosures will be sent to you electronically

Unless you tell us otherwise in accordance with the procedures described herein, we will provide electronically to you through the DocuSign system all required notices, disclosures, authorizations, acknowledgements, and other documents that are required to be provided or made available to you during the course of our relationship with you. To reduce the chance of you inadvertently not receiving any notice or disclosure, we prefer to provide all of the required notices and disclosures to you by the same method and to the same address that you have given us. Thus, you can receive all the disclosures and notices electronically or in paper format through the paper mail delivery system. If you do not agree with this process, please let us know as described below. Please also see the paragraph immediately above that describes the consequences of your electing not to receive delivery of the notices and disclosures electronically from us.

How to contact Département opérations de crédits:

You may contact us to let us know of your changes as to how we may contact you electronically, to request paper copies of certain information from us, and to withdraw your prior consent to receive notices and disclosures electronically as follows:

To contact us by email send messages to: julie.ogor@arkea.com

To advise Département opérations de crédits of your new email address

To let us know of a change in your email address where we should send notices and disclosures electronically to you, you must send an email message to us at julie.ogor@arkea.com and in the body of such request you must state: your previous email address, your new email address. We do not require any other information from you to change your email address.

If you created a DocuSign account, you may update it with your new email address through your account preferences.

To request paper copies from Département opérations de crédits

To request delivery from us of paper copies of the notices and disclosures previously provided by us to you electronically, you must send us an email to julie.ogor@arkea.com and in the body of such request you must state your email address, full name, mailing address, and telephone number. We will bill you for any fees at that time, if any.

To withdraw your consent with Département opérations de crédits

To inform us that you no longer wish to receive future notices and disclosures in electronic format you may:

- i. decline to sign a document from within your signing session, and on the subsequent page, select the check-box indicating you wish to withdraw your consent, or you may;
- ii. send us an email to julie.ogor@arkea.com and in the body of such request you must state your email, full name, mailing address, and telephone number. We do not need any other information from you to withdraw consent.. The consequences of your withdrawing consent for online documents will be that transactions may take a longer time to process..

Required hardware and software

The minimum system requirements for using the DocuSign system may change over time. The current system requirements are found here: <https://support.docusign.com/guides/signer-guide-signing-system-requirements>.

Acknowledging your access and consent to receive and sign documents electronically

To confirm to us that you can access this information electronically, which will be similar to other electronic notices and disclosures that we will provide to you, please confirm that you have read this ERSD, and (i) that you are able to print on paper or electronically save this ERSD for your future reference and access; or (ii) that you are able to email this ERSD to an email address where you will be able to print on paper or save it for your future reference and access. Further, if you consent to receiving notices and disclosures exclusively in electronic format as described herein, then select the check-box next to ‘I agree to use electronic records and signatures’ before clicking ‘CONTINUE’ within the DocuSign system.

By selecting the check-box next to ‘I agree to use electronic records and signatures’, you confirm that:

- You can access and read this Electronic Record and Signature Disclosure; and
- You can print on paper this Electronic Record and Signature Disclosure, or save or send this Electronic Record and Disclosure to a location where you can print it, for future reference and access; and
- Until or unless you notify Département opérations de crédits as described above, you consent to receive exclusively through electronic means all notices, disclosures, authorizations, acknowledgements, and other documents that are required to be provided or made available to you by Département opérations de crédits during the course of your relationship with Département opérations de crédits.